

— 17 OCTOBRE 1961 —

# UN MASSACRE COLONIAL D'ÉTAT

## MARCHE

**MAR 17 OCT • 18H30**

PARVIS DE LA GARE MATABIAU  
MÉTRO MARENGO SNCF - TOULOUSE



A L'APPEL DE : SOLIDAIRES 31, ATTAC TOULOUSE, CGT EDUC'ACTION 31, CNT INDUSTRIE ET SERVICE DE HAUTE GARONNE, COMITÉ VÉRITÉ ET JUSTICE 31, TOULOUSE ANTICRA, RÉVOLUTION PERMANENTE, COLLECTIF PALESTINE VAINCRA, SUD ÉDUCATION 31-65, SOLIDARITÉ PALESTINE TOULOUSE, UCL TOULOUSE ET ALENTOURS, SURVIE MIDI-PYRÉNÉES, LE POING LEVÉ MIRAIL...

# 17 OCTOBRE 1961

## UN MASSACRE COLONIAL D'ÉTAT

17 octobre 1961 : des Algérien-nes organisent une marche pacifique dans Paris, pour l'indépendance et contre le couvre-feu raciste imposé aux seuls français-es musulman-es. Cette manifestation, sauvagement réprimée par la police du sinistre préfet de Paris Maurice Papon, se termine dans le sang. Les victimes se comptent par centaines, matraquées, disparues, noyées dans la Seine... Cette nuit de violences policières est celle d'un massacre colonial qui n'a jamais été officiellement reconnu par l'État français.

Depuis cette date, quand les quartiers populaires s'embrasent suite à des violences policières, l'État n'hésite pas à réutiliser cette pratique du couvre feu, comme en 2005 après la mort de Zyed et Bouna. Ou au printemps 2023 après celle de Nahel, tué à bout portant par un policier. Les descendant-es de l'immigration post-coloniale, générations après générations, subissent encore et toujours la répression et le maintien de l'ordre colonial. «*Douce France*»...

### UN PASSÉ COLONIAL QUI SE PERPÉTUE

Le racisme d'État dont fait preuve le gouvernement français à travers ses campagnes racistes et islamophobes s'exprime quotidiennement : loi contre le séparatisme, loi asile et immigration, interdiction des abayas dans les établissements scolaires dans la continuité de la loi de 2004 contre le voile, violences policières.

Hors de nos frontières, l'État français maintient sa présence néo-coloniale, notamment militaire sous prétexte de lutte contre le djihadisme, soutient des régimes corrompus partout où ses intérêts économiques et stratégiques sont en jeu, continue de piller le sous sol du continent africain. Il réaffirme sans cesse sa domination en Kanaky, aux Antilles, à la Réunion, à Mayotte... En avril dernier a débuté une nouvelle offensive coloniale à Mayotte, appelée opération Wuambushu. L'État français a envoyé plus d'un millier de forces de l'ordre dans l'objectif de détruire 10% de l'habitat informel, de procéder à la déportation de 24000 comorien-nes en 2 mois. Cette opération très médiatisée, accompagnée de discours racistes et soutenue par l'extrême-droite locale et nationale, continue à ce jour. Depuis l'indépendance des Comores, une vingtaine de résolutions de l'ONU ont condamné la présence de la France à Mayotte et demandé son retrait. Pour préserver sa mainmise sur Mayotte et ses intérêts dans l'océan indien, la France a déstabilisé les Comores par le biais de coups d'État et d'assassinats de présidents menés par ses mercenaires.

### A BAS LE COLONIALISME ET LE RACISME D'ÉTAT

Pourtant, les peuples rejettent de plus en plus cette mainmise politique, économique et militaire de la France sur leur pays. Au Burkina, au Mali, au Niger, au Sénégal... les manifestations contre la Françafrique se multiplient et le mot d'ordre «*France dégage!*» résonne de plus en plus fort. A leurs côtés, nous refusons toute intervention de la France et de ses alliés de la CEDEAO.

En France aussi, les révoltes de juin 2023 montrent, malgré la répression, que la jeunesse des quartiers populaires est porteuse d'espoirs d'une vie meilleure et de rêves à réaliser hors des carcans d'un système qui ne lui a jamais laissé de place. Nous exigeons l'amnistie des 2 000 personnes condamnées par une justice de classe et de race.

Ici comme là-bas, combattre le colonialisme français reste d'actualité. La colonisation de peuplement subie par le peuple algérien pendant 132 ans fait écho à celle contre laquelle se bat le peuple palestinien depuis la Nakba de 1948 (colonisation soutenue par la France qui enferme depuis 39 ans le militant de la cause palestinienne Georges Ibrahim Abdallah) ou à celles des peuples Kanak et Kurde.

Rendre hommage aux victimes du 17 octobre 1961, c'est rendre hommage au peuple algérien et à toutes celles et ceux qui luttent encore contre les États coloniaux, racistes et impérialistes. La solidarité est une nécessité vitale pour tous les peuples en résistance !